

# Alerte chez les hémophiles de Tizi-Ouzou ?

*La prise en charge des jeunes hémophiles souffrirait de mesures bureaucratiques injustifiées au niveau du service de la pédiatrie du CHU Nedir-Mohamed de Tizi-Ouzou, selon une plainte de l'Association nationale des hémophiles adressée au ministre de la Santé.*

A l'origine de cette protestation qui amorcerait, selon la même source, un recul par rapport à la pratique en vigueur depuis 2008, on signale un enfant de 4 ans qui a failli perdre la vie suite à sa circoncision, faute d'un traitement adéquat pour ce cas précis, connu du service. Le facteur VII indispensable à la circoncision d'un enfant présentant des inhibiteurs n'avait pas été prévu par le service, pourtant prévenu à l'avance, indique la présidente de l'association dans une lettre au ministre de tutelle, précisant que le bon de commande n'a été déposé à la pharmacie qu'en fin de journée. Dépourvue du facteur VII, la pharmacienne du CHU n'a pu s'en procurer qu'à 22 h auprès du l'hôpital Mustapha-Pacha d'Alger, ajoute la plaignante qui déplore, par ailleurs,

la suppression des gardes des hématologues affectés à la pédiatrie et l'interdiction qui leur a été faite de faire la moindre prescription de facteurs de coagulation, tandis que les consultations sont confiées à un seul hématologue.

Du fait de ces mesures, les malades sont exposés à de longues attentes avant d'avoir accès aux médicaments, indique la présidente de l'association qui n'omet pas, en revanche, de reconnaître les progrès accomplis depuis 2008 en matière de prise en charge, proche de la perfection, des hémophiles adultes traités à domicile. Le traitement prophylactique des jeunes hémophiles étant, de son côté, assuré au niveau de la pédiatrie, lit-on encore dans la lettre adressée au ministre de la Santé. Le profes-

seur Ziri, directeur général du CHU, dément catégoriquement ces allégations. Les motivations de la plaignante se situeraient ailleurs que dans le souci affiché dans sa démarche, laisse-t-il entendre. Elle agirait à l'instigation des hématologues repris, en surnombre par la pédiatrie parce que le professeur Aït-Ali n'en a plus besoin. La présidente de l'association se serait montrée arrogante lors de l'audience que lui a accordé le DG.

Elle se serait immiscée dans l'organisation et le fonctionnement du service de pédiatrie. Aucune opération chirurgicale ne peut être effectuée si toutes les conditions nécessaires ne sont pas réunies au préalable, rappelle le DG, en précisant que l'enfant en question a été pris en charge correctement. La pharmacienne de l'établissement confirme la disponibilité des médicaments nécessaires aux hémophiles soulignant qu'elle ne peut pas se permettre un manque sachant que 57 hémophiles, des

wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa et Bouira dépendent du CHU de Tizi-Ouzou, un des rares établissements hospitaliers qui échappe aux ruptures, qui surviennent ailleurs de temps à autre.

Ce témoignage n'empêche pas le DG de nous faire visiter l'unité d'hématologie de la pédiatrie où nous débarquons à l'improviste aux environs de 17 h. Nous découvrons de très bonnes conditions de travail et d'hygiène, quatre enfants hospitalisés et autant de lits inoccupés pour 5 hématologues.

La garde n'est pas nécessaire à ce niveau, nous déclare le DG car l'unité fait partie du service où figure une garde hématologique. Les prescriptions sont soumises à la signature du chef du service pour éviter le gaspillage des deniers publics par la prescription d'une molécule excessivement chère, nous explique le professeur Ziri, nommant la molécule dont nous n'avons pas retenu le nom.

Y. B.

## RETARD DANS LE VERSEMENT DES SALAIRES ET PRIMES DES ENSEIGNANTS À TIZI-OUZOU

# L'UGTA parle de provocation et accuse le Trésor public de wilaya

Dans une déclaration transmise à notre journal, le SETE/UGTA parle de blocages persistants et récurrents dans le versement des salaires et primes des enseignants.

Une situation imputée directement aux services du Trésor public de wilaya accusés de «mener la vie dure aux travailleurs». Les syndicalistes enseignants de l'UGTA vont même jusqu'à accuser les responsables de ce service de vouloir attiser la colère des ensei-

gnants. «Cherche-t-on une nouvelle fois à embraser le secteur de l'Education dans la wilaya et, par ricochet, la région ?», s'interroge l'UGTA, qui interprète l'attitude «bureaucratique» du Trésor public de wilaya comme une forme de provocation et d'incitation à la grève dans un contexte social délétère et propice à l'émeute. «C'est la seule explication et interprétation que l'on puisse donner à cette démarche, alors que dans d'autres wilayas du pays, nos

collègues ne rencontrent pas de telles embûches et perçoivent normalement leurs salaires et primes», s'indignent les syndicalistes de l'UGTA, qui reprochent au même responsable du Trésor de wilaya de «faire la sourde oreille, même aux injonctions et instructions du Premier ministre (qui demande) la régularisation des rappels des corps communs». Dénouçant «ces attitudes néfastes», le Syndicat d'entreprise des travailleurs de l'Education interpel-

le le wali pour demander au directeur du Trésor public de wilaya à faire preuve de célérité dans le traitement des salaires et l'affectation d'agents vérificateurs au niveau de la direction de l'Education, à l'instar de son collègue du contrôle financier et demande, en outre, au trésorier de wilaya la mise en place d'une agence comptable, au même titre que pour les autres secteurs, au niveau de la direction de l'Education.

S. A. M.

## SÉTIF

# La Cnas lance l'opération de dépistage du cancer du sein

*La Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) de Sétif vient de lancer l'opération de dépistage précoce du cancer du sein.*

A cet effet, les femmes assurées sociales et ayants droit d'assurés âgées de 40 ans et plus sont invitées à se rapprocher du siège de la Cnas où un guichet spécialisé a été mis à leur disposition.

«Ce guichet spécialisé est chargé de les assister dans toutes les démarches pour l'obtention des rendez-vous pour subir des examens au niveau du centre de dépistage de Jijel prévu à cet effet. Aussi, et afin d'éviter à l'assurée de se déplacer pour l'obtention d'un rendez-vous auprès du Centre régional d'imagerie médicale de Jijel, le guichet se met à sa disposition pour prendre en charge les actes d'imagerie médicale. Une fois les formalités administratives accomplies, nous prenons contact avec le centre de Jijel pour fixer des rendez-vous ; les bulletins sont remis aux concernées dans un délai de quatre jours», a affirmé Amor Kermiche, directeur de la Cnas de la wilaya de Sétif. Mais en dépit de tous les efforts consentis par la Caisse, les assurés ne se bousculent pas au portillon et presque un mois après le lancement de cette opération, aucun dossier n'a été traité par ce gui-

chet spécialisé et ce, à cause du lieu où doit se dérouler les actes d'imagerie médicale. En effet, dépourvue d'un centre d'imagerie, la wilaya de Sétif a été rattachée au centre régional d'imagerie médicale situé

dans la wilaya de Jijel. Ce choix a dissuadé les malades qui préférèrent recourir aux radiologues privés à Sétif, quitte à déboursier une grande somme.

Imed Sellami

# Sauver l'espace vert

Sauver notre espace vert ! C'est le cri de détresse lancé par les habitants de la cité du 1<sup>er</sup>-Novembre (ex-Dallas) de Sétif.

Ces derniers s'opposent depuis des années à l'implantation sur cet espace vert actuellement boisé de nouvelles habitations qui vont obstruer leur deuxième façade et faire disparaître à tout jamais ce point de verdure. Cette parcelle destinée, depuis la construction de la cité, à l'implantation d'un espace vert, a été cédée par l'APC en 1998 en dépit de la grande pancarte portant inscription «Espace vert protégé» à la coopérative immobilière privée Ez-Zouhour, dont les bénéficiaires sont des membres de l'APC de l'époque.

Enrôlée plusieurs fois en justice, et malgré la désignation de huit experts et qui dans leurs expertises ont démontré que cette parcelle est non constructible, l'affaire n'a connu aucune décision pour la sauvegarde de l'espace vert.

Les habitants, qui n'ont reçu aucune réponse aux innombrables missives adressées aux plus hautes sphères de l'Etat, brandissent la circulaire n°12 du 9 octobre 1999 signée par l'ex-chef du gouvernement Smaïl Hamdani, dans laquelle il somme les walis de préserver au maximum les espaces verts, un moyen d'amélioration du cadre de vie des citoyens.

En attendant le dénouement de cette affaire, le bras de fer persiste entre les habitants et la coopérative Ez-Zouhour, sachant que leurs habitations sont situées à 7 mètres en contrebas du site.

D'autant plus que la délibération du 17 août 1994 de la Délégation exécutive communale (DEC) de Sétif avait pourtant fait du terrain précité un espace vert. A cet effet, les habitants interpellent le nouveau wali afin de préserver cet important espace, unique dans toute la cité du 1<sup>er</sup> Novembre.

I. S.

## 3<sup>e</sup> ÉDITION DU SPES Ruée vers la brocante à Azeffoun

La ville d'Azeffoun (65 km au nord-est de Tizi-Ouzou) a connu, vendredi dernier, durant une matinée ensoleillée, une animation particulière grâce à la tenue de la troisième édition du Site de partage et d'échange solidaire (SPES). Cette manifestation culturelle et touristique vise à stimuler les synergies et encourager l'exposition-vente locale.

Organisée par l'APC d'Azeffoun en collaboration avec la section communale RCD, cette manifestation a offert un nouveau décor avec de nouveaux stands. En effet, comme nous l'a précisé M. Quali Hacène, le président de l'APC, «la richesse de notre patrimoine a beaucoup inspiré ces exposants. On y reconnaît une dynamique qui ne cesse d'évoluer et une forme d'expression riche et variée».

Ce site, organisé dans une région réputée pour son art, est une opportunité pour découvrir les capacités et les talents de ses artistes. Il constitue un espace permettant à ces artistes d'échanger ou de commercialiser eux-mêmes leurs produits. C'est un site d'une large dimension ouvert à tous les citoyens de la daïra d'Azeffoun.

Il permettra aussi d'attirer les vacanciers et les touristes venant des quatre coins du pays et même de l'étranger. L'idée de l'organisation de ce site a voulu réunir toutes les forces vives de la région et de mettre en valeur les spécificités des 48 villages de la commune. Une dizaine d'exposants ont pris part à ce site qui a voulu être un espace de relance et de promotion de la culture ancestrale et un marché à part entière avec lequel il faut désormais compter.

Une tournée dans cet espace nous a permis de découvrir une activité artisanale et commerciale porteuse d'une identité forte et imprégnée des traditions et orientée vers la qualité et la créativité. Tout y est, les couleurs, les formes, les odeurs et la création. Des stands d'exposition et de vente (poterie, meubles, boiserie, livres, matériels électroménager, caméras, appareils photos, etc.).

Yacine Seddik

## GUELMA Campagne de rattrapage de vaccination

Une campagne de rattrapage de vaccination a démarré le 9 janvier 2011 au niveau d'une cinquantaine de points éparpillés à travers la wilaya de Guelma. Cette opération, concerne les enfants nés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2009, n'ayant pas été vaccinés plus tôt contre les maladies concernées par le programme élargi de vaccination (PEV), notamment le tétanos, la rougeole et la diphtérie. Selon le chef de service de la prévention générale de la DSP de Guelma, 515 nourrissons ont été ciblés par cette campagne de vaccination qui s'achèvera le 20 janvier prochain.

Nouredine Guergour